



Conseil d'administration

349^e session, Genève, 30 octobre-9 novembre 2023

Section institutionnelle

INS

Date: 11 octobre 2023

Original: anglais

Dix-huitième question à l'ordre du jour

Rapport du Directeur général

Rapport périodique

Objet du document

Le présent document contient un résumé des informations que le Directeur général souhaite communiquer au Conseil d'administration au sujet des avis de décès, de la composition de l'Organisation, de l'évolution de la législation internationale du travail et de l'administration interne, comme il est indiqué dans la table des matières (voir le projet de décision au paragraphe 17).

Objectif stratégique pertinent: Sans objet.

Principal résultat: Résultat facilitateur B: Gouvernance efficace et efficiente de l'Organisation.

Incidences sur le plan des politiques: Aucune.

Incidences juridiques: Aucune.

Incidences financières: Aucune.

Suivi nécessaire: Aucun.

Unité auteur: Département des relations, des réunions et des documents officiels (RELMEETINGS).

Documents connexes: Aucun.

► Table des matières

	Page
I. Avis de décès	5
II. Composition de l'Organisation	6
III. Progrès de la législation internationale du travail.....	6
IV. Administration interne	8
Projet de décision.....	14

► I. Avis de décès

Simon Crean

1. Le Directeur général a le profond regret d'annoncer le décès, survenu le 25 juin 2023, de Simon Crean, ancien membre travailleur du Conseil d'administration.
2. Né en 1949, Simon Crean, de nationalité australienne, a étudié le droit et l'économie à l'Université de Monash. Après avoir obtenu son diplôme, il a occupé plusieurs postes au sein de divers syndicats avant de devenir membre du syndicat des magasiniers et empaqueteurs (*Storeman and Packers Union*, SPU). En 1979, il est élu secrétaire général du SPU, ce qui lui permet de siéger au conseil d'administration du Conseil australien des syndicats (*Australian Council of Trade Unions*, ACTU). Il est élu vice-président de l'ACTU en 1981 et président de l'ACTU en 1985. À ce poste, il participe activement à la négociation de nombreuses conventions collectives sur les salaires et autres questions d'ordre professionnel.
3. Simon Crean a démissionné de ce poste en 1990 lorsqu'il a été élu au Parlement australien, et a aussitôt été nommé ministre de la Science et de la Technologie. Il a occupé plusieurs autres postes de ministre de 1990 à 1996 et de 2007 à 2013. Il a également dirigé le parti travailliste australien de 2001 à 2003.
4. Simon Crean a représenté les travailleurs australiens au Conseil d'administration du BIT en qualité de membre titulaire de 1986 à 1990, ainsi qu'à la 73^e session (1987) de la Conférence internationale du Travail en tant que délégué des travailleurs pour l'Australie. En 1990, comme il l'avait déjà fait en tant que président de l'ACTU, il s'est retiré du Conseil d'administration après avoir été élu au Parlement australien. Les travailleurs australiens et la communauté internationale se souviendront de Simon Crean comme d'un dirigeant respecté du mouvement syndical et un homme courageux, attaché à ses convictions et à ses principes.

Rabiatou Sérah Diallo

5. Le Directeur général a le profond regret d'annoncer le décès, survenu le 28 juin 2023, de Rabiatou Sérah Diallo, ancienne membre travailleuse du Conseil d'administration.
6. Née en 1949, Rabiatou Sérah Diallo, de nationalité guinéenne, a d'abord travaillé comme fonctionnaire dans son pays avant de se tourner vers la profession de juriste. Après avoir suivi une formation spécialisée en droit, elle devient vice-présidente du tribunal pour enfants, magistrate au tribunal du travail du ministère de la Justice et responsable des droits de la femme au sein du ministère de la Condition féminine et de l'Enfance.
7. Son activité de militante syndicale débute à la fin des années 1960 et se poursuit tout au long des années 1970. De 1981 à 1984, Rabiatou Sérah Diallo occupe le poste de secrétaire générale du Comité des travailleurs de district à Conakry. Elle est également membre du comité exécutif de la Confédération nationale des travailleurs de Guinée (CNTG). En 2000, elle est élue pour la première fois secrétaire générale de la CNTG, fonction qu'elle occupera au cours des dix années suivantes. En 2010, elle est nommée présidente du Conseil national de transition sous le régime du Président Konaté.
8. Rabiatou Sérah Diallo a représenté les travailleurs guinéens au Conseil d'administration du BIT en qualité de membre suppléante de 2002 à 2005, et de membre titulaire de 2006 à 2014. Elle a également participé à la Conférence internationale du Travail en tant que déléguée des

travailleurs guinéens de 2001 à 2015, et a assuré la fonction de Vice-présidente travailleuse de la Conférence lors de sa 97^e session (2008). Ceux qui ont eu le privilège de travailler avec Rabiadou Sérah Diallo garderont en mémoire l'image d'une grande dirigeante syndicale entièrement au service des travailleurs guinéens, africains et du monde entier. Sa disparition est une grande perte pour le mouvement syndical mondial.

► II. Composition de l'Organisation

9. La composition de l'Organisation n'a pas changé durant la période à l'examen.

► III. Progrès de la législation internationale du travail

Ratifications de conventions

10. Depuis les informations soumises à la 347^e session du Conseil d'administration, le Directeur général a enregistré jusqu'au 28 août 2023, les **27** ratifications suivantes des conventions internationales du travail, une ratification du protocole de 2014 relatif à la convention sur le travail forcé, 1930, et du protocole de 2002 relatif à la convention sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981, ainsi que la notification par un État Membre de l'acceptation des amendements à la convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006).

État Membre	Date de ratification/ d'acceptation	Instruments
Allemagne	14 juin 2023	• Convention (n° 190) sur la violence et le harcèlement, 2019
Australie	9 juin 2023	• Convention (n° 190) sur la violence et le harcèlement, 2019
	13 juin 2023	• Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973
Azerbaïdjan	29 mai 2023	• Convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981
Belgique	13 juin 2023	• Convention (n° 190) sur la violence et le harcèlement, 2019
Brunéi Darussalam	12 juin 2023	• Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930
Chili	12 juin 2023	• Convention (n° 190) sur la violence et le harcèlement, 2019
Côte d'Ivoire	26 avril 2023	• Convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952
Espagne	28 février 2023	• Convention (n° 188) sur le travail dans la pêche, 2007
		• Convention (n° 189) sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011
France	12 avril 2023	• Convention (n° 190) sur la violence et le harcèlement, 2019
Guinée-Bissau	9 juin 2023	• Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948

État Membre	Date de ratification/ d'acceptation	Instruments
République islamique d'Iran	7 février 2023	• Convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981 • Protocole de 2002 relatif à la convention sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981
Iraq	22 mars 2023	• Convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952 • Convention du travail maritime, 2006, telle qu'amendée (MLC, 2006)
Lesotho	15 mars 2023	• Convention (n° 151) sur les relations de travail dans la fonction publique, 1978 • Convention (n° 187) sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, 2006 • Convention (n° 190) sur la violence et le harcèlement, 2019
Madagascar	15 juin 2023	• Convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981 • Convention (n° 161) sur les services de santé au travail, 1985 • Convention du travail maritime, 2006, telle qu'amendée (MLC, 2006) • Convention (n° 187) sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, 2006
Mexique	11 juin 2023	• Protocole de 2014 relatif à la convention sur le travail forcé, 1930
Nigéria	23 mars 2023	• Convention (n° 143) sur les travailleurs migrants (dispositions complémentaires), 1975 • Convention (n° 181) sur les agences d'emploi privées, 1997
Ouganda	7 août 2023	• Convention (n° 190) sur la violence et le harcèlement, 2019
Ouzbékistan	12 juin 2023	• Convention (n° 148) sur le milieu de travail (pollution de l'air, bruit et vibrations), 1977
Portugal	13 juin 2023	• Amendements de 2014 et 2018 au code de la convention du travail maritime, 2006 (MLC, 2006)
République arabe syrienne	6 avril 2023	• Convention du travail maritime, 2006, telle qu'amendée (MLC, 2006)

Déclarations concernant l'application d'une convention

11. Le Directeur général a enregistré le 20 juin 2022 une nouvelle déclaration de Sri Lanka, conformément à l'article 2, paragraphe 1, de la convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973, modifiant l'âge d'admission à l'emploi de 14 à 16 ans.
12. Le Directeur général a enregistré le 15 juin 2023 une nouvelle déclaration de l'Éthiopie, conformément à l'article 2, paragraphe 1, de la convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973, modifiant l'âge d'admission à l'emploi de 14 à 15 ans.

Ratifications/acceptations de l'Instrument d'amendement à la Constitution de l'Organisation internationale du travail, 1986

13. Depuis la préparation du document présenté à la 347^e session (mars 2023) du Conseil d'administration, le Directeur général n'a reçu aucune acceptation ni ratification de l'Instrument d'amendement à la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, 1986.
14. Le nombre total des ratifications et acceptations demeure donc au nombre de **125**, dont deux émanent d'États Membres ayant l'importance industrielle la plus considérable. Par conséquent, trois ratifications supplémentaires, provenant uniquement d'États ayant l'importance industrielle la plus considérable, sont nécessaires pour que l'instrument entre en vigueur ¹.

► IV. Administration interne

15. L'article 4.2 d) du Statut du personnel dispose ce qui suit:

Les emplois vacants dans la catégorie des directeurs et des administrateurs principaux sont pourvus par le Directeur général par voie de transfert sans changement de grade, de promotion ou de nomination. Sauf dans le cas où elles visent les emplois vacants dans les projets de coopération technique, ces promotions ou ces nominations sont portées à la connaissance du Conseil d'administration, avec un exposé succinct des aptitudes des personnes ainsi promues ou nommées.

16. Les nominations ci-dessous sont ainsi portées à la connaissance du Conseil d'administration:

M. Coffi Dominique Agossou (Bénin)

Nommé Directeur adjoint du Bureau régional de l'OIT pour l'Afrique (BR-Afrique) et promu au grade D.1, à compter du 1^{er} septembre 2023.

Né au Bénin, M. Agossou est statisticien du travail et démographe. Il est titulaire d'un doctorat de l'Université du Québec à Montréal (UQÀM) et de l'Institut national de la recherche scientifique (INRS-Urbanisation) au Canada.

En 2019, M. Agossou est nommé Directeur du Bureau de pays de l'OIT pour Madagascar, les Comores, Maurice et les Seychelles à Antananarivo. Il était auparavant spécialiste principal en statistiques du travail au sein de l'Équipe d'appui technique de l'OIT au travail décent pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe et le Bureau de pays de l'OIT pour l'Afrique du Sud, le

¹ Conformément aux dispositions de l'article 36 de la Constitution de l'OIT, les amendements à la Constitution de l'OIT entrent en vigueur lorsqu'ils ont été ratifiés ou acceptés par les deux tiers des États Membres, dont au moins cinq des dix Membres ayant l'importance industrielle la plus considérable. L'Organisation comptant actuellement 187 États Membres, l'Instrument d'amendement de 1986 doit être ratifié ou accepté par 125 d'entre eux.

Botswana, le Lesotho et l'Eswatini, basé à Pretoria (Afrique du Sud). À ce titre, il a apporté un soutien technique en statistiques du travail et en systèmes d'information sur le marché du travail à 18 pays ainsi qu'au secrétariat de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). Avant de rejoindre l'OIT, il travaillait au Centre régional du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) à Dakar (Sénégal) en tant qu'expert en emploi des jeunes pour le compte du Programme régional pour la cohésion sociale et l'emploi des jeunes.

Avant son expérience au PNUD, M. Agossou a travaillé au Canada pendant plus de douze ans. Il a notamment été maître de conférences à l'Université du Québec, économiste et statisticien du travail à Emploi-Québec et conseiller principal en démographie et statistique à la Direction de la santé publique de Montréal. Il a également été conseiller démographique et consultant auprès de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti. M. Agossou parle couramment l'anglais, le fon, le français et le russe.

M^{me} Maria Paz Anzorreguy (Argentine)

Nommée conseillère principale au Cabinet du Directeur général (CABINET) au grade D.1, à compter du 1^{er} avril 2023.

Née en 1977, M^{me} Anzorreguy est titulaire d'un diplôme en droit (*summa cum laude*, mention d'excellence) de l'Université pontificale catholique d'Argentine. Elle a également obtenu un master en droit spécialisé dans le droit international, la négociation et la résolution des conflits de la Faculté de droit de l'Université Harvard.

Avant de rejoindre le Cabinet du Directeur général, M^{me} Anzorreguy a travaillé pour l'Organisation internationale des employeurs (OIE) à Genève. Avant cela, elle a accumulé une vaste expérience professionnelle au sein du Département des normes internationales du travail du BIT et du programme de négociation de Harvard, ainsi que dans le secteur privé auprès d'un cabinet d'avocats international basé à Buenos Aires.

Dans la cadre de son affectation à l'OIE, M^{me} Anzorreguy a endossé le rôle de secrétaire adjointe du groupe des employeurs à l'OIT. À ce titre, elle représentait les employeurs au sein des structures de gouvernance de l'OIT et a activement participé à de nombreuses réunions de l'OIT, notamment aux sessions du Conseil d'administration et de la Conférence internationale du Travail. Elle a également pris part aux travaux de la Commission de l'application des normes et du Groupe de travail tripartite du mécanisme d'examen des normes. En outre, elle a contribué aux discussions préparatoires en vue de l'adoption de la Déclaration du centenaire de l'OIT pour l'avenir du travail en 2019, de l'Appel mondial à l'action en vue d'une reprise centrée sur l'humain qui soit inclusive, durable et résiliente pour sortir de la crise du COVID-19 en 2021, et des amendements de 2022 à la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail. Par ailleurs, elle a été amenée à représenter les employeurs lors de diverses réunions régionales de l'OIT, ainsi qu'à la Conférence interaméricaine des ministres du travail de l'Organisation des États américains, contribuant ainsi à l'adoption de plusieurs déclarations tripartites et bipartites. M^{me} Anzorreguy parle couramment l'anglais, l'espagnol et le français.

M^{me} Yukiko Arai (Japon)

Nommée directrice adjointe du Département des politiques sectorielles (SECTOR) et promue au grade D.1, à compter du 15 juillet 2023.

Née en 1973, M^{me} Arai est titulaire d'un master en économie internationale (avec une spécialisation en études latino-américaines) de l'École des études internationales avancées

(*School of Advanced International Studies*) de l'Université Johns Hopkins (États-Unis d'Amérique), et d'une licence en droit de l'Université de Keio (Japon).

M^{me} Arai occupait dernièrement le poste de directrice du Bureau de pays de l'OIT pour l'Argentine. Elle a rejoint l'OIT en 2001 dans le cadre du programme de début de carrière des jeunes professionnels et a été affectée à l'Unité chargée des formes dangereuses de travail des enfants du Programme international pour l'élimination du travail des enfants (IPEC) à Genève. De 2002 à 2006, elle a travaillé en tant que spécialiste technique du travail des enfants et de la réduction de la pauvreté et en tant qu'analyste de la réduction de la pauvreté au Bureau régional de l'OIT pour l'Asie et le Pacifique, ce qui lui a permis de contribuer à l'intégration de l'Agenda pour le travail décent dans les plans de développement nationaux. De retour à Genève en 2006, M^{me} Arai a rejoint le Département des entreprises en qualité de spécialiste au sein de l'Unité des entreprises multinationales et de l'engagement auprès des entreprises, et a mené des activités visant à mettre en œuvre, à l'échelon national, les principes de la Déclaration de principes tripartite sur les entreprises multinationales et la politique sociale. Elle a également mis en place et coordonné le réseau mondial d'experts de l'OIT travaillant sur les questions liées aux entreprises et au travail décent. Elle a bénéficié d'un congé en 2013 afin de rejoindre le comité de candidature aux Jeux olympiques et paralympiques de Tokyo 2020 en tant que directrice des relations internationales.

Avant de rejoindre l'OIT, M^{me} Arai a travaillé à la Banque mondiale et à la Banque interaméricaine de développement à Washington, DC.

En 2016, elle a été désignée par *Forbes* Japon comme l'une des «55 femmes les plus influentes travaillant dans le cadre d'une mission mondiale». En 2021, elle a été classée parmi les «100 Japonais les plus respectés dans le monde» par *Newsweek* Japon.

M^{me} Mirka Dreger (Allemagne)

Nommée greffière du Tribunal administratif de l'OIT (TRIB) au grade D.1, à compter du 1^{er} août 2023.

M^{me} Dreger est une experte confirmée ayant accumulé vingt-deux ans d'expérience à l'international dans les domaines de la bonne gouvernance, de l'éthique, de la justice interne et de la résolution des conflits. Elle est titulaire d'un doctorat en droit de l'Université de Bochum (Allemagne), pour lequel elle a reçu le Prix allemand pour l'Afrique. Elle est également titulaire d'un master en droit de l'Université de Cologne (Allemagne) et d'une maîtrise en droit de l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne (France).

M^{me} Dreger a été nommée à la tête du Bureau de l'éthique de l'UNESCO en 2019 et élue présidente du Réseau déontologie des organisations multilatérales en 2022. Avant cela, elle a occupé différents postes à des niveaux de responsabilité de plus en plus élevés au sein du système de justice interne des Nations Unies, dans ses versions ancienne et actuelle, notamment à la Commission paritaire de recours et au Comité paritaire de discipline de l'ancien système, ainsi qu'au greffe de Genève du Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies. Elle a participé activement à la réforme du système de justice interne des Nations Unies et au développement du Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies. Elle est intervenue en tant que défenderesse devant le Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies durant son mandat au Service de la gestion des ressources humaines de l'Office des Nations Unies à Genève. Elle a également travaillé au sein de la Section du contrôle des risques et des services juridiques de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies. Juriste quadrilingue et médiatrice certifiée, elle a été nommée conciliatrice par le Tribunal administratif du Conseil de l'Europe en 2021.

M^{me} Dreger a débuté sa carrière en Afrique dans le domaine de la coopération pour le développement et de la recherche. Elle a rejoint les Nations Unies en 2003 après avoir passé le concours national de recrutement.

M. Adam Greene (États-Unis)

Nommé directeur adjoint du Bureau des activités pour les employeurs (ACT/EMP) et promu au grade D.1, à compter du 1^{er} juin 2023.

Né en 1964, M. Greene est titulaire d'un master en administration des affaires (MBA) spécialisé dans la finance et les affaires internationales de l'Université de New York (NYU), ainsi que d'une licence en sciences politiques et en économie de l'Université de Rochester.

M. Greene a intégré le Bureau des activités pour les employeurs (ACT/EMP) du BIT en 2014 en tant que conseiller principal et responsable de secteur pour les Caraïbes. Il était alors en charge d'un portefeuille de politiques englobant la collaboration avec le secteur privé, les partenariats public-privé, la conduite responsable des entreprises et les chaînes d'approvisionnement. Avant de rejoindre l'OIT, M. Greene a travaillé pendant plus de vingt ans pour le Conseil américain pour le commerce international. Il y était responsable de la politique internationale en matière de responsabilité des entreprises, de normes internationales du travail, de gestion de la chaîne d'approvisionnement, ainsi que de la politique internationale relative aux entreprises et aux droits de l'homme, et a participé à l'élaboration d'un large éventail d'initiatives multipartites. Il était auparavant directeur associé du programme Environnement mondial (*Global Environment*) de la Stern School of Business de l'Université de New York et gestionnaire de valeurs à revenu fixe pour le compte de Dean Witter Financial Services (aujourd'hui Morgan Stanley).

M^{me} Danielle Guiho (France)

Nommée directrice du Département du développement des ressources humaines (HRD), au grade D.2 à compter du 1^{er} septembre 2023.

M^{me} Guiho est une professionnelle de haut niveau dans le domaine des ressources humaines, avec plus de vingt ans d'expérience dans des entreprises multinationales. Elle est titulaire d'une maîtrise en droit des affaires internationales de l'Université de Grenoble (France).

M^{me} Guiho a commencé sa carrière en tant qu'avocate française spécialisée dans le droit du travail, avant d'occuper des postes dans le domaine des relations professionnelles au sein d'entreprises multinationales, où elle a acquis une vaste expérience dans la gestion de projets complexes.

Elle a fait ses preuves dans la conception et la mise en œuvre de stratégies durables en matière de ressources humaines, axées sur un dialogue social constructif et sur la promotion d'un environnement de travail sûr, sans pratiques discriminatoires en matière d'emploi. M^{me} Guiho est experte en résolution des conflits et en négociations, et une fervente défenseuse des questions de diversité et d'inclusion sur le lieu de travail.

Avant de rejoindre l'OIT, M^{me} Guiho a occupé le poste de directrice des relations professionnelles internationales au sein de The Coca-Cola Company. Elle a une véritable passion pour le développement et le mentorat.

M^{me} Claire Harasty (France)

Nommée directrice de l'Équipe d'appui technique au travail décent et Bureau de pays de l'OIT pour l'Europe centrale et orientale (ETD/BP-Budapest), à compter du 15 septembre 2023. Sa promotion au grade D.1 a été portée à la connaissance du Conseil d'administration en novembre 2018.

M. Yasser Ahmed Hassan (Égypte)

Nommé directeur du Bureau de pays de l'OIT pour la Türkiye (ILO-Ankara), à compter du 1^{er} septembre 2023. Sa promotion au grade D.1 a été portée à la connaissance du Conseil d'administration en mars 2015.

M^{me} Susan Hayter (Afrique du Sud)

Nommée conseillère principale de la Directrice générale adjointe (DDG) et promue au grade D.1, à compter du 1^{er} août 2023.

Née en 1967, M^{me} Hayter est spécialiste des relations professionnelles. Elle est titulaire d'une licence de lettres de l'Université du Witwatersrand et d'un master en sciences de la London School of Economics.

M^{me} Hayter a travaillé en tant que conseillère en politique sur diverses questions relatives à la politique du travail. Elle a notamment été membre du secrétariat technique de la Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation et, plus récemment, conseillère technique principale sur l'avenir du travail auprès de la Directrice générale adjointe pour les politiques.

M^{me} Hayter a rejoint l'OIT en 1999. Elle a depuis mené un ensemble d'initiatives visant à aider les États Membres de l'OIT et les partenaires sociaux à mettre en place des institutions et à formuler des politiques destinées à favoriser l'exercice de la liberté syndicale, la promotion de la négociation collective et l'amélioration des systèmes de règlement des conflits du travail. Parmi ces initiatives figurent des actions visant à renforcer les institutions et la gouvernance du marché du travail dans le contexte des chaînes d'approvisionnement mondiales et des accords commerciaux.

M. Juan Hunt Ortiz (Espagne)

Nommé directeur de l'Équipe d'appui technique au travail décent et Bureau de pays de l'OIT pour l'Amérique centrale (ETD/BP-San José), à compter du 1^{er} septembre 2023. Sa promotion au grade D.1 a été portée à la connaissance du Conseil d'administration en mars 2011.

M. Joni Musabayana (Zimbabwe)

Nommé directeur de l'Équipe d'appui technique au travail décent et Bureau de pays de l'OIT pour les Caraïbes (ETD/BP-Port of Spain), à compter du 15 octobre 2023. Sa promotion au grade D.1 a été portée à la connaissance du Conseil d'administration en novembre 2016.

M^{me} Hitomi Nakagome (Japon)

Nommée conseillère principale du Directeur général (CABINET) au grade D.1, à compter du 1^{er} mai 2023.

M^{me} Nakagome est titulaire d'une licence en psychologie de l'Université de Kyoto (Japon). Elle a également suivi un programme de formation professionnelle allemand à l'Université de Kaiserslautern (Allemagne) pendant deux ans.

Avant de rejoindre l'OIT, M^{me} Nakagome a travaillé pendant plus de vingt-cinq ans pour le ministère japonais de la Santé, du Travail et de la Protection sociale. De 2004 à 2007, elle a occupé le poste de spécialiste des questions du travail à l'ambassade du Japon à Singapour. Elle a également assumé pendant trois ans les fonctions de directrice adjointe aux affaires internationales du ministère et a mené à ce titre un large éventail de négociations multilatérales, notamment dans le cadre des réunions des ministres du travail et de l'emploi du G7. De 2017 à 2020, M^{me} Nakagome a travaillé en tant que cheffe de projet au Département des politiques sectorielles (SECTOR) du BIT. Elle y a mené un projet portant sur le développement des compétences et les migrations de main-d'œuvre chez les travailleurs du secteur des technologies de l'information et de la communication. Elle a acquis de solides compétences de gestion et d'encadrement en tant que directrice du Bureau du travail de la préfecture de Miyagi, poste qu'elle a occupé de 2021 à 2023. Elle dirigeait alors dix bureaux de services publics de l'emploi comptant plus de 700 employés.

Au cours de sa riche carrière professionnelle dans le domaine des politiques sociales et du travail à l'échelle nationale et internationale, M^{me} Nakagome a accumulé un vaste éventail de compétences et une solide expérience en matière d'élaboration et de mise en œuvre de politiques de l'emploi, mais également dans le cadre de négociations multilatérales et bilatérales.

M^{me} Cynthia Samuel-Olonjuwon (Nigéria)

Nommée directrice du Bureau de l'OIT pour les Nations Unies (ILO-New York) et représentante spéciale auprès des Nations Unies au grade D.2, à compter du 15 juillet 2023. Sa précédente nomination a été portée à la connaissance du Conseil d'administration en novembre 2017.

M^{me} Dorothea Schmidt-Klau (Allemagne)

Nommée cheffe du Service de l'emploi, du marché du travail et des jeunes (EMPLAB) et promue au grade D.1, à compter du 15 juillet 2023.

Née en 1968, M^{me} Schmidt-Klau est titulaire d'un master et d'un doctorat en économie de l'Université Albert-Ludwigs de Fribourg (Allemagne).

M^{me} Schmidt-Klau a débuté sa carrière en tant qu'assistante de recherche et d'enseignement à la Faculté d'économie de l'Université Albert-Ludwigs de Fribourg (Allemagne). Elle est entrée au BIT en 2001 au poste d'économiste dans le secteur de l'emploi. Après avoir participé pendant plusieurs années à la rédaction de publications phares du BIT (notamment le *Rapport sur l'emploi dans le monde* et plusieurs éditions des *Tendances mondiales de l'emploi*), elle est nommée spécialiste principale de l'emploi pour l'Afrique du Nord au sein de l'Équipe d'appui technique au travail décent pour l'Afrique du Nord au Caire (Égypte) en 2008. À ce titre, elle a prodigué des conseils sur les questions liées à l'emploi, notamment en matière d'analyse, d'élaboration de politiques et de sensibilisation, aux gouvernements et organisations d'employeurs et de travailleurs, ainsi qu'à divers acteurs clés. En 2014, elle est nommée cheffe de l'Unité d'appui à la gestion du Département des politiques de l'emploi, un rôle qui associe recherche, conseil politique et gestion. À ce poste, elle remporte en 2022 le Prix de l'innovation de l'OIT en tant que membre de l'équipe en charge de la publication intitulée «Observatoire de l'OIT».

Tout au long de sa carrière, M^{me} Schmidt-Klau a attaché une grande importance à l'égalité entre les hommes et les femmes. Elle compte parmi ses autres domaines d'expertise la réduction de la pauvreté, l'emploi des jeunes, le vieillissement de la population, les politiques de l'emploi, les transitions sur le marché du travail, les indicateurs de ce marché, et l'évaluation de l'emploi et du marché du travail.

M. Peter Van Rooij (Pays-Bas)

Nommé directeur du Département des partenariats multilatéraux et de la coopération pour le développement (PARTNERSHIPS), à compter du 1^{er} septembre 2023. Sa promotion au grade D.1 a été portée à la connaissance du Conseil d'administration en mars 2015.

► **Projet de décision**

17. Le Conseil d'administration:

- a) prend note des informations contenues dans le document GB.349/INS/18 concernant la composition de l'Organisation, les progrès de la législation internationale du travail et l'administration interne;**
- b) rend hommage à la mémoire de Simon Crean et invite le Directeur général à transmettre ses condoléances à sa famille ainsi qu'au Conseil australien des syndicats (ACTU), à la Confédération syndicale internationale (CSI) et au gouvernement de l'Australie;**
- c) rend hommage à la mémoire de Rabiatou Sérah Diallo et invite le Directeur général à transmettre ses condoléances à sa famille ainsi qu'à la Confédération nationale des travailleurs de Guinée (CNTG), la Confédération syndicale internationale (CSI) et au gouvernement de la Guinée.**